

Dir. Resp.: Nicolas Barré

SPECIAL RENCONTRES D'AIX

INTERVIEW
ELSA FORNEROEconomiste,
ancienne ministre italienne
du Travail« Il faut nous inspirer
du modèle suédois »

Propos recueillis par
Pierre de Gasquet
pdcgasquet@lesechos.fr
— Correspondant à Rome

Professeur au département de sciences économiques de l'université de Turin, Elsa Fornero a été ministre du Travail au sein du gouvernement « technique » de Mario Monti. A ce titre, elle a piloté la double réforme du système des retraites et du marché du travail en 2011 et 2012.

Peut-on dire que l'Italie a résolument choisi la voie de la « flexicurity » ces dernières années, comme au Royaume-Uni ?

En réalité, le Royaume-Uni a davantage opté pour la flexibilité que pour la sécurité dans le dosage entre les deux. En Italie aussi, nous avons introduit, par le passé, une bonne dose de flexibilité, mais essentiellement concentrée sur les segments des jeunes et des femmes. C'est cette précarité que j'ai essayé de corriger en donnant un peu plus de stabilité à l'entrée et moins de rigidité à la sortie, à travers notre réforme de 2012. J'avais alors insisté sur l'importance de l'apprentissage. La principale réserve que je formulerais sur le Jobs Act du gouvernement Renzi est qu'il ne valorise plus autant l'apprentissage. A mes yeux, le « modèle » qui combine le mieux la réforme des retraites avec le dynamisme du marché de l'emploi en Europe est le modèle suédois. Il faut nous en inspirer. Comme dans les pays nordiques, il faut encourager une nouvelle approche, faisant avant tout dépendre la retraite de l'épargne accumulée tout au long de sa vie professionnelle, et plus seulement sur la générosité publique. Même si nous le voulions, nous n'avons plus la possibilité, ni en Italie, ni en France ou en Allemagne, de continuer à faire payer par les jeunes des contributions qui seront immédiatement utilisées pour verser les retraites.

Comment expliquer que, malgré les réformes, la dépense italienne pour les retraites reste encore la deuxième plus élevée (à 15,7 % du PIB) en Europe, après la Grèce ?
C'est vrai. Cela veut dire que même si notre réforme a été jugée dure et sévère, nous sommes encore le pays qui dépense le plus pour les retraites en Europe. Cela veut dire que toute tentative de relâcher la pression sur les réformes aboutirait à sacrifier l'investissement dans le développement, la recherche et l'innovation, et tout ce qui peut aider la croissance. Nous nous sommes trop longtemps bercés de l'illusion qu'envoyer à la retraite des personnes permettait de libérer des postes pour d'autres. Et nous nous sommes réveillés avec un rêve

brisé. Avec le vieillissement accéléré de la population que nous observons dans ce pays, le taux de dépendance des personnes âgées va doubler d'ici à 2050. Nos dépenses pour les retraites vont encore augmenter légèrement jusqu'en 2030. Après quoi, il y aura une diminution tendancielle. Mais, dans les projections de la Commission européenne, nous serons en 2050 le seul pays à afficher des dépenses de retraite un peu plus basses qu'au début des années 2000. Compte tenu de l'évolution démographique, cela veut dire que les réformes ont tout de même eu un impact significatif sur les comptes publics.

La réforme du marché du travail de Matteo Renzi est-elle de gauche ou de centre-droit ?

En soi, la réforme n'est ni de gauche ni de droite. Le gouvernement Monti aurait pu faire la même. Cela dépendra de son application effective par les employeurs, par les juges et par les institutions qui lui donneront des connotations de gauche ou de droite. Elles inspirent de critères techniques largement reconnus et introduit un certain degré de liberté. Si cette marge de liberté est bien utilisée, elle sera de gauche. Si elle est utilisée de manière peu scrupuleuse, elle peut se révéler un instrument négatif. Le contrat à protection progressive est un instrument dont l'efficacité dépendra de l'usage des employeurs. Le Jobs Act facilite les embauches dans la mesure où il sera plus facile de licencier.

Comprenez-vous que le système des retraites ait été l'un des principaux points de friction dans les négociations sur la dette grecque ?

La Grèce dépense encore trop pour ses retraites. Or, cette dépense regarde plus le passé que l'avenir. Il y a encore un âge de départ en retraite trop bas. Il faudrait que la Grèce entre dans une autre logique, en favorisant l'emploi, y compris des personnes relativement âgées. Qu'elle reste ou non au sein de la zone euro, la Grèce n'a pas des années faciles devant elle. Car il lui faudra constituer une économie plus productive en pensant aux jeunes générations. Trop de jeunes Grecs quittent leur pays pour aller à l'étranger – ce qui se produit aussi en Italie –, ce sont souvent les meilleurs et ils réduisent donc la capacité d'innovation du pays. ■

Intervista a Elsa Fornero - «Dobbiamo ispirarci al modello svedese»

